

TRANSITIONS

Trimestriel - Iles de Paix - rue du Marché 37 - 4500 Huy

N° 101 • DÉCEMBRE 2013

À QUAND L'ÉCOLE POUR TOUS ?

> BURKINA ET BÉNIN
Des nouveaux projets en 2014



> TOUS EN CAMPAGNE !
LES 10, 11 et 12 janvier



APPRENDRE À PÊCHER...

« Si l'enseignement coûte trop cher, essayez l'ignorance », entend-on souvent. L'évocation de l'absence d'éducation fait frémir. On prend la mesure de sa contribution déterminante aux aspirations humaines d'émancipation et de dignité. L'association *Lire et écrire* rappelle régulièrement combien l'analphabétisme est un sérieux handicap, invisible, dans nos sociétés.

Résister aux chocs de la vie, s'adapter aux changements que l'histoire impose à l'environnement dans lequel on vit, requiert d'importantes compétences. Cela n'a pas échappé aux rédacteurs du décret « Missions » qui balise les objectifs de l'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est aussi mis en avant par les spécialistes du développement qui traduisent cette intuition par le concept de « résilience » cher à Boris Cyrulnik. Dominique Pire, pour sa part, ne disait rien d'autre quand, en 1968, il écrivait que « l'éducation, c'est l'acquisition de capacités grâce auxquelles nous faisons face aux faits ». Il était décidément visionnaire...

La formation ne pouvait qu'occuper une place centrale dans les associations qu'il a créées. Iles de Paix l'a mise au cœur de son identité en adoptant sa devise « Si je reçois un poisson, je mangerai

un jour ; si j'apprends à pêcher, je mangerai toute ma vie ». Le thème méritait assurément que *Transitions* y consacre un dossier.

Ce n'est pas encore tout de connaître l'état et le fonctionnement du monde dans lequel on évolue, d'être maître de son destin. Encore faut-il agir de manière solidaire. Cette leçon-là nous sera une nouvelle fois offerte par 40 000 personnes à la mi-janvier. Ce sont les vendeurs de modules Iles de Paix qui consacreront du temps à notre campagne annuelle de sensibilisation et de récolte de fonds. Leur engagement nous rappelle que les termes un peu désuets de « fraternité humaine » recouvrent une réalité toujours bien vivante. Il permet aussi à notre association de mener à bien ses activités en Afrique de l'Ouest et en Amérique du Sud, et matérialise la jolie phrase du poète et ministre nicaraguayen Thomas Borge : « la solidarité est la tendresse des peuples ».

Laurent Deutsch
Responsable département Nord

101
Décembre
2013

SOMMAIRE

- 4 **Action Sud** > Des actions d'Iles de Paix au Bénin, Burkina et Pérou
- 7 **Question/Réponse** > Pourquoi le module ?
- 8 **Dossier** > À quand l'école pour tous ?
- 14 **Infos Monde** > Brèves sans frontières

POUR FAIRE UN DON

Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

EDITEUR RESPONSABLE > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Nico Bakker, Gaël de Bellefroid, Christine de Bray, Laurent Deutsch, Olivier Genard, Ludovic Joly, Ousseini Koudougou, Stéphanie Laloux

RÉDACTION > Jacques Bodeux

GRAPHISME > Marie Freres

ÉDITEUR - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing. *Transitions* est imprimé sur du papier recyclé
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)

TOUS PRÊTS POUR LA CAMPAGNE

La campagne d'Iles de Paix mobilise chaque année plus de 40 000 personnes. Témoignage de quelques-uns de ces anonymes auxquels doivent tant les projets de développement entrepris dans le Sud.

SOUS LE SIGNE DE LA FAMILLE ET DE L'AMITIÉ

Philippe Janssen est juriste et son épouse Martine Fourage, pharmacienne d'industrie. Ils « font » la campagne d'Iles de Paix à Perwez.



Il y a une quinzaine d'année, Philippe Lepage, son épouse Claire et leurs quatre jeunes enfants décident de parcourir les rues de Perwez pour relayer le message de Dominique Pire et vendre les modules et cartes d'Iles de Paix.

Quasi voisins, nous les rejoignons dans ce beau projet, bien connu de Martine, originaire de Huy. D'année en année, l'enthousiasme de la campagne du début janvier gagne une quinzaine d'autres amis et leurs enfants.

Le nombre de vendeurs rend la tâche plus aisée et jamais nous ne baissons les bras.

Il y a deux ans, Philippe Lepage nous quittait à l'âge de 46 ans, après avoir courageusement lutté contre le cancer. En sa mémoire et en pensée avec le message de Dominique Pire, sa famille et tous ses amis poursuivent avec dynamisme les campagnes annuelles de récolte de fonds.

Nous nous préparons déjà avec enthousiasme pour la campagne de 2014.

UNE GRANDE EXPÉRIENCE

Vendeuse de modules dans la région liégeoise, Maurine Coune s'est rendue au Bénin et sur les projets d'Iles de Paix avec un groupe d'élèves. C'était au printemps, dans le cadre de l'opération Move for Africa soutenue par La Libre et la Coopération belge.



Au Bénin, nous avons eu la chance de visiter les projets d'Iles de Paix, de découvrir les paysages du pays, du nord au sud, et de rencontrer nos correspondants locaux, avec lesquels nous avons passé beaucoup de temps. À travers eux, nous avons découvert une autre façon d'être, une autre mentalité, l'art de se débrouiller avec le peu qu'on a.

Ce qui est frappant dans les projets d'Iles de Paix, c'est leur côté très concret, le fait qu'on sent que rien n'est laissé au hasard, pour que les résultats soient durables. Nous avons été particulièrement impressionnés par les constructions : les écoles primaires et un grand marché.

Ce voyage a été riche en découvertes, en sentiments, en émotions. Nous voudrions donner aux jeunes de notre âge l'envie de tenter cette expérience.



UNE ESPÉRANCE CRÉATRICE

Françoise Leleu est oncologue au CHU de Mont-Godinne. Elle est responsable campagne à Namur. Elle a pu découvrir en octobre les projets d'Iles de Paix au Bénin.

J'emprunte d'abord quelques lignes à Frère Roger de Taizé : « Il est une vie cachée en l'être humain qui soulève l'espérance ; elle ouvre devant lui un devenir personnel et collectif. Vas-tu y suspendre ton attention ? (...) Cette espérance peut engendrer un élan créateur : il renverse les déterminismes d'injustice, de haine et d'oppression ... »

Merci à toute l'équipe d'Iles de Paix de nous avoir permis de vivre ces dix jours au cœur de l'humain, dans cette jeune Afrique aux conditions de survie si précaires.

Merci pour tout le dévouement sur place, cette intelligence de la relation à l'autre afin d'éviter les pièges de la dépendance et de

l'assistanat.

Le rythme des visites fut soutenu, les échanges très denses avec les villageois et les élus communaux. Nous avons été encadrés par des responsables locaux, qui œuvrent au quotidien afin de rendre aux personnes autonomie et dignité, que ce soit dans le domaine de l'éducation des femmes, de la scolarisation des enfants, des microcrédits, des activités agricoles, etc.

Le tout sous un soleil de plomb nous permettant d'éprouver - si peu - la pénibilité du défrichage d'une parcelle avec une petite houe, des kilomètres parcourus à pied avec un lourd chargement sur la tête, les enfants solidement attachés derrière...

MERCI POUR LE COLLÈGE DE YAMBA !

L'appel à dons, lancé en septembre dernier dans Transitions pour financer l'agrandissement du collège de Yamba (Burkina Faso), a été entendu. 250 sympathisants ont versé un total de 18 907 €. Largement de quoi boucler le budget de ce chantier. Une fois de plus vous avez répondu présent !



Pour en savoir plus sur l'opération « collège de Yamba »



© Aurore Pirotte/IATA Namur

2014, UNE ANNÉE CHARNIÈRE

De nouvelles interventions au Burkina Faso et au Bénin

L'appui se termine ou touche à sa fin dans les trois communes du Burkina Faso et du Bénin où Iles de Paix intervient depuis une dizaine d'années. L'association ne quitte pas pour autant ces deux pays, que du contraire.

Dès janvier prochain, des programmes de développement seront engagés dans sept nouvelles communes, quatre au Burkina Faso et trois au Bénin. Ces nouvelles zones d'intervention et celles que nous nous apprêtons à quitter se situent dans les mêmes régions. Iles de Paix pourra y faire fructifier tout son capital d'expériences et d'expertise. C'est un gage d'efficacité.

Un long travail d'identification a été mené pour choisir ces communes d'intervention. Elles sont parmi les plus pauvres, dans des régions déjà particulièrement défavorisées. Elles offrent néanmoins des opportunités de développement. Iles de Paix pourra y faire œuvre utile.

PRIORITÉS ET PRINCIPES MAINTENUS

Iles de Paix restera fidèle à ses trois grandes missions : assurer la sécurité alimentaire et améliorer les revenus des familles paysannes ; améliorer l'accès aux services de bases comme l'eau potable ou l'éducation ; œuvrer pour une bonne gestion des affaires locales et une participation des populations locales à celle-ci.

Quant aux principes de coopération, ils demeurent fidèles aux fondamentaux d'Iles de Paix.

Le self help : le développement repose sur la prise de responsabilité des gens, leur travail, leur volonté d'améliorer leurs conditions de vie.

Le dialogue : un programme de développement se définit avec les personnes et organisations concernées, afin qu'il réponde vraiment à leurs aspirations. Cela suppose une relation de grande proximité avec les bénéficiaires.

La durabilité : les solutions adoptées doivent être à la portée des gens, sur les plans technique et financier. Il ne faut jamais oublier qu'ils auront à les appliquer ou à les développer plus tard de manière autonome.

L'essaimage : les programmes soutenus par Iles de Paix ne peuvent toucher de manière directe l'ensemble de la population des communes où il intervient. On prend soin, toutefois, de faire en sorte que les solutions proposées soient largement diffusées, par des actions de communication, de formation, de partage d'expériences. On obtient ainsi un effet multiplicateur qui garantit, au-delà de l'efficacité, l'efficience d'une intervention, c'est-à-dire l'optimisation des résultats en fonction des moyens déployés.

UNE DÉMARCHE QUI ÉVOLUE

Au-delà de cette continuité, les programmes à venir seront également empreints d'innovations et de créativité. Trois évolutions importantes marqueront les nouvelles interventions d'Iles de Paix.

Collaboration : Iles de Paix travaillera avec des partenaires locaux qui piloteront certains volets des programmes. On trouve de plus en plus de compétences dans les ONG et associations locales de développement. Il faut en tirer profit et les valoriser. Des collaborations pourront aussi se nouer avec d'autres ONG internationales.

Priorité aux thématiques : au lieu d'agir commune par commune, Iles de Paix se concentrera sur des thématiques, comme le développement du maraîchage, par exemple, qui

• MATÉRI
• COBLY
• BOUKOUMBÉ

AU BÉNIN

Dans trois communes de la province de l'Atacora (nord-ouest) : Boukoumbé, Cobly et Matéri. Cela représente une population importante : plus de 250 000 habitants répartis sur 152 villages.

La zone est très vulnérable : 47 % des ménages sont touchés par une insécurité alimentaire récurrente.

DEUX ACTIONS PHARES

> Maraîchage : appui à 300 ménages de producteurs.

Aménagement de périmètres de culture avec points d'eau pour l'irrigation, formation technique des producteurs, attention aux aspects liés au stockage et à la commercialisation des légumes. Une partie de la production est autoconsommée (sécurité alimentaire), les surplus sont vendus (revenus améliorés).

> Activités féminines : 600 bénéficiaires.

Les femmes sont initiées à la pratique d'une petite activité économique (artisanat, transformation, commerce), à sa bonne gestion, à l'épargne et au crédit.

Les revenus de la famille sont améliorés, les femmes s'émancipent et gagnent en estime de soi.

Ce programme bénéficiera du soutien de la Coopération belge (DGD)

• GOUGHIN
• BASKOURÉ
• TIBGA
• DIABO

AU BURKINA FASO

Dans quatre communes des provinces du Kouritenga et du Gourma (centre-est et est) : Baskouré, Goughin, Diabo et Tibga. Ces communes regroupent 132 000 habitants.

La zone a été très touchée par la crise alimentaire de 2012. 90 % de la population dépendent de l'agriculture, mais la production alimentaire ne couvre que 50 à 60 % des besoins d'un ménage sur deux.

DEUX ACTIONS PHARES

> Production céréalière : 1000 ménages seront ciblés.

Amélioration de la production des céréales traditionnelles, en particulier le sorgho. Techniques de production plus appropriées, restauration de la fertilité des sols.

> Meilleures pratiques de nutrition : l'ensemble de la population.

Même quand les vivres ne manquent pas, les pratiques de nutrition ne sont pas toujours appropriées (qualité et diversité de l'alimentation, respect de règles sanitaires). Programme d'information, de sensibilisation et d'éducation pour favoriser une meilleure nutrition. Collaboration, notamment, avec les services de santé et les établissements scolaires.

Le programme Burkina Faso bénéficiera du soutien de l'Union européenne et a été proposé à la Coopération belge (DGD) qui se prononcera au cours du premier trimestre 2014.

seront abordées sur un ensemble de communes. L'impact sera plus grand.

Des programmes de base et plus si financement : des actions considérées comme essentielles, celles visant notamment la sécurité alimentaire, se verront accorder la priorité. Illes de Paix garantit leur réalisation, y compris sur fonds propres. D'autres, identifiées, mais jugées moins primordiales, ne seront menées que si des financements extérieurs sont trouvés. Une recherche active de ces financements sera menée.

Une dimension environnementale : au-delà des conséquences du changement climatique, l'environnement pâtit d'un développement mal conçu. Illes de Paix veillera à promouvoir des pratiques de culture qui ne dégradent pas l'environnement. Mieux encore, qui concourent à le préserver ou le restaurer.

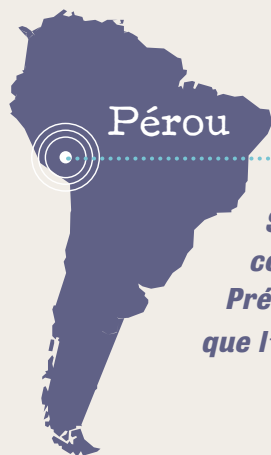
C'est sous ces auspices que s'apprêtent à se déployer les nouvelles interventions d'Illes de Paix au Bénin et au Burkina Faso. Il y a du travail en perspective pour que la « moisson » soit abondante. ●



Témoignage de Léon Zongo de l'ONG Diobass, futur partenaire d'Illes de Paix au Burkina Faso



Au Bénin, le maraichage sera à nouveau au programme.



POUR UN MODÈLE DU « BIEN VIVRE »

Sur une exploitation agricole familiale, pour produire plus et mieux, combiner les activités, les diversifier, organiser leur interaction. Préserver le milieu naturel et le milieu de vie. Prouver ainsi aux paysans andins que l'amélioration de leurs conditions de vie est à portée de main.

En 2014, Iles de Paix proposera aux paysans andins un modèle d'exploitation familiale intégrée. L'idée est la suivante : considérer l'exploitation agricole comme un tout cohérent où différentes activités se combinent entre elles et interagissent au mieux pour maximiser les résultats. Ce souci de résultat est d'autant plus important que la taille des exploitations oscille entre 1 et 2 hectares. Cela est bien peu pour faire vivre une famille de cinq personnes.

LA BONNE COMBINAISON

Il est intéressant pour un paysan de mener au moins une culture de rente, destinée à la vente. Ces dernières années, Iles de Paix a par exemple professionnalisé celle de la grenadille (une variété de fruit de la passion). Le succès est au rendez-vous et les paysans ont massivement adhéré à ce programme.

Cette culture de rente apporte à la famille des revenus précieux, mais les cultures traditionnelles vivrières ne doivent pas pour autant être négligées. Pommes de terre, haricots et maïs, notamment, constituent la base de l'alimentation familiale. Iles de Paix préconise donc l'adoption d'un système de production familial diversifié, permettant aux paysans de satisfaire, à la fois, leurs besoins alimentaires et leurs besoins financiers. Le potager s'insère dans ce système, lui qui permet d'améliorer et d'équilibrer les repas. Une activité annexe, mais à ne pas marginaliser.

Une place doit aussi être accordée au petit élevage (volailles, cochons d'Inde, moutons, etc.), fournisseur de protéines et, en prime, d'engrais pour les cultures.

LE SOUCI ÉCOLOGIQUE

Pour enrichir les sols, on préférera des engrais verts et une fumure organique autoproduite à des engrais chimiques coûteux et souvent polluants. Il en va de même pour le traitement des maladies végétales : on privilégiera des produits préparés localement plutôt que des produits chimiques importés.

Des arbres et des arbustes seront plantés pour fixer et protéger les terres, favoriser l'infiltration de l'eau et fournir du bois de chauffage.



Améliorer les acquis et aussi expérimenter de nouveaux modes de développement : pour bien vivre en milieu rural.

Le souci du milieu ira jusqu'à celui de l'habitat, l'environnement familial par excellence. Assainissement, confort de la maison, traitement et recyclage des déchets sont autant de domaines qui pourront être abordés en collaboration avec les municipalités.

Ce concept d'exploitation familiale intégrée rejoint l'idée de la souveraineté alimentaire, plutôt utilisée habituellement pour une région ou un pays. Il s'agit de faire en sorte que la famille paysanne puisse maîtriser - au moins en bonne partie - sa propre chaîne d'approvisionnement alimentaire, avec une garantie de qualité.

UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

Derrière tout cela, explique Gaël de Bellefroid, coordinateur d'Iles de Paix au Pérou, il y a comme le renoncement à un certain modèle traditionnel de développement. On sait que les petits producteurs andins ne seront jamais riches et on n'a pas l'ambition de les insérer dans une spirale du développement à tout-va. On cherche simplement à améliorer leurs conditions de vie actuelles. Et on sait que là, il y a un potentiel de progression vraiment énorme. Nous prônons donc un modèle du bien vivre en milieux rural qui, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ne manque pas d'ambition. S'il se concrétisait pour de nombreuses familles, il pourrait même contribuer à enrayer l'exode des populations andines et constituer une partie de la solution à des problèmes beaucoup plus « macro », se situant au niveau de tout un pays. ●

POURQUOI LE MODULE ?

PAS UNE VENTE, UN DON

En vérité, Iles de Paix ne vend pas de modules ; il reçoit des dons de 5 euros d'un public qui soutient sa cause. Le problème, c'est que si l'on récoltait simplement des billets de 5 euros, le risque serait grand que de faux-collecteurs se multiplient. C'est pourquoi nous offrons, en échange de ce billet, une pochette de modules. C'est la garantie, pour le donateur, de ne pas avoir affaire à quelqu'un de malhonnête qui empochera simplement son argent.

UN SYMBOLE FORT

Il y a de nombreuses années, une ONG avait consulté une société de marketing pour qu'elle lui propose l'objet

Ils ne servent à rien, vos petits bonshommes. Vous n'auriez pas quelque chose de plus utile à proposer aux gens ? Je suis sûr que vos ventes seraient meilleures.

COÛT PLANCHER

Le module, produit à Bruxelles, ne coûte pas grand-chose : 5 centimes la pochette de 4 unités. Peu encombrant, son transport est aisé et peu polluant. Résistant au temps, les invendus sont stockés et proposés à la vente l'année suivante. Pas de gaspillage, c'est moins de coûts et de pollution. Les modules sont recyclables (dans les poubelles bleues).

Un module qui ne coûte presque rien, c'est la garantie, pour la personne qui donne 5 euros, que son argent n'est pas consacré à des frais inutiles, mais à ce qu'il entend soutenir.

UNE RECETTE BIEN AFFECTÉE

Les fonds récoltés lors de la campagne annuelle (la prochaine aura lieu les 10, 11 et 12 janvier) sont intégralement consacrés aux actions Sud d'Iles de Paix. Chaque année, la recette de cette opération frôle le million d'euros. Une somme qui constitue une part importante des fonds propres d'Iles de Paix. Ce bas de laine est gage de l'indépendance de l'association et du respect de ses engagements à l'égard de ses partenaires africains et sud-américains, même quand font défaut les financements publics.

À ses sympathisants, Iles de Paix offre la garantie d'un travail de terrain rigoureux, soigneusement préparé et évalué, et d'une gestion financière qui ne l'est pas moins. Ses comptes sont attestés par un commissaire aux comptes. Pas de dérapage possible ! ●



4,95 € - soit 99 % du prix de la pochette de modules - sont affectés au financement de projets de développement en Afrique et en Amérique Sud.

idéal à vendre pendant sa campagne. Il fallait un objet à forte valeur symbolique et peu coûteux. Réponse après quelques recherches et cogitations : *Cet objet existe, mais c'est Iles de Paix qui le détient !*

La force du module, c'est donc bien sa forte valeur symbolique. Il évoque la chaîne de solidarité qui unit les engagés de tous les pays, du Nord et du Sud.

POSEZ UNE QUESTION. NOUS Y RÉPONDONS.
INFO@ILESDEPAIX.ORG



La part de la campagne dans les fonds propres d'Iles de Paix :
 la page finances du Rapport annuel 2012 - Reportage > La vie d'un module

> ÉDUCATION POUR TOUS QU'IL EST LONG, LE CHEMIN !



© Philippe Pleuger / IATA Namur

La scolarisation, surtout dans le primaire, s'est bien améliorée ces dernières années. Notamment grâce à la pression des Objectifs du millénaire pour le développement.

Il reste cependant beaucoup à faire pour que chaque enfant bénéficie de ce droit essentiel, y compris au-delà de l'enseignement fondamental.

SOMMAIRE

- > L'éducation scolaire progresse, mais doit encore faire mieux, surtout en Afrique noire et dans l'enseignement secondaire.
- > L'analphabétisme fait de la résistance.
- > L'école au Burkina Faso.
- > De bonnes recettes pour booster l'éducation.
- > Les actions d'Iles de Paix pour l'école.
- > Pour une éducation à une citoyenneté sans frontières.

L'éducation scolaire est un droit humain de base, reconnu comme tel par des textes de référence, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ou la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (1989).

L'éducation est un droit en soi, parce que l'acquisition de connaissances, de compétences, d'aptitudes et de comportements appropriés participe directement à l'épanouissement d'une personne. Quelqu'un qui peut exploiter son talent personnel parce qu'il a appris à lire, écrire ou peindre à l'école, c'est incontestablement un plus, le respect d'un droit fondamental.

L'éducation, c'est aussi un moyen d'accéder à d'autres droits tels que la participation à la vie sociale et politique de son pays. L'ignorance des citoyens, leur incapacité à décrypter leur environnement et à agir sur lui sont les meilleures armes de régimes qui bafouent les droits humains.

L'éducation figure donc tout naturellement parmi les huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) que la communauté internationale s'est fixés en 2000, avec la volonté de les atteindre à l'échéance 2015.

L'OMD 2 vise la mise en place d'une éducation primaire universelle. On trouve dans l'OMD 3, qui concerne l'égalité entre les sexes, la volonté d'assurer l'égal accès à l'école pour les filles et les garçons à tous les niveaux de l'enseignement. Les OMD ont eu le mérite de réveiller les ardeurs de la communauté internationale. L'éducation en a incontestablement bénéficié, quand bien même on peut d'ores et déjà affirmer que l'on n'atteindra pas pour 2015 les cibles qui avaient été désignées.

UN BULLETIN SATISFAISANT

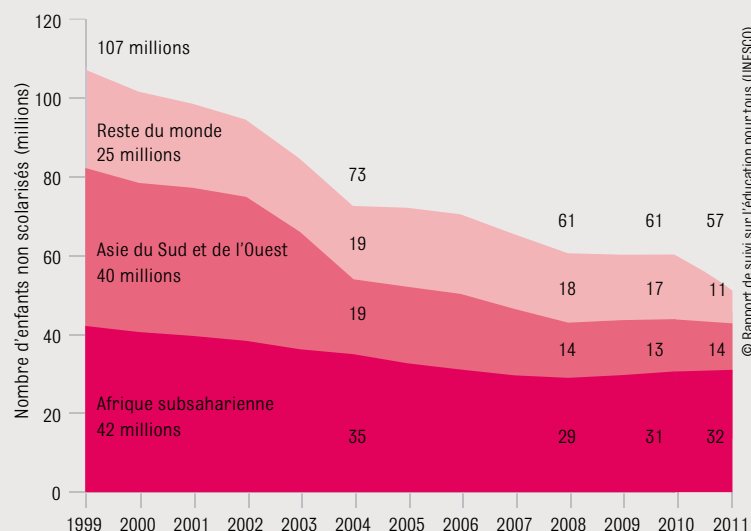
Donner aux garçons et filles, partout dans le monde, les moyens de terminer le cycle complet d'école primaire. Ce deuxième objectif du millénaire pour le développement ne sera certes pas rencontré, mais il faut voir d'où l'on vient et le chemin parcouru. Entre 2000 et 2011, le nombre d'enfants non scolarisés a presque diminué de moitié. On est passé de 102 à 57 millions, malgré une forte croissance démographique. Du côté de la parité filles-garçons, les progrès sont aussi impressionnants, bien qu'une soixantaine de pays ne l'ont pas encore établie dans l'enseignement primaire. Le bulletin est donc plutôt satisfaisant, comme on dit à l'école quand les résultats de l'élève sont bons sans être extraordinaires.

Bien qu'à la traîne, l'Afrique noire a hissé son taux de scolarisation dans le primaire de 60 à 77 % entre 2000 et 2011. Le nombre d'enfants scolarisés est passé de 60,6 à 98,5 millions.

Si l'on examine le bilan d'un peu plus près, on constate que deux grandes régions du monde sont à la traîne, l'Afrique noire et l'Asie du Sud. La moitié des enfants non scolarisés vivent en Afrique, où le taux de scolarisation dans le primaire a tout de même bien augmenté (de 60 à 77 %). L'Asie du Sud, pour sa part, scolarise dans le primaire 93 % des enfants (contre 78 % en 2000). On peut attribuer à cette région la moitié de la réduction du nombre d'enfants non scolarisés dans le monde.

Autre constatation, assez inquiétante : ces dernières années, la progression de la scolarisation est moins rapide. Entre 2008 et 2011, le nombre des enfants non scolarisés ne s'est réduit que de quatre millions.

Nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'enseignement primaire, 1999-2011



Le nombre des enfants non scolarisés est clairement en baisse, mais on note tout de même récemment une évolution négative en Afrique subsaharienne et en Asie (Sud et Ouest). Les effets, sans doute, de la croissance démographique.

Malala : au nom des filles

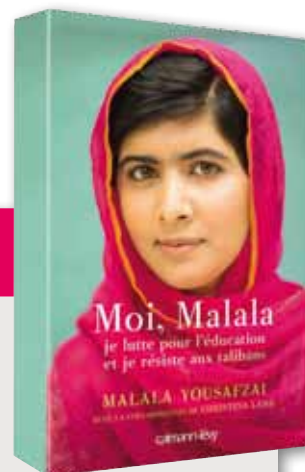
Elle était citée pour le Prix Nobel de la Paix, mais ne l'a finalement pas obtenu. En revanche, elle s'est vu attribuer par le Parlement européen le prestigieux Prix Sakharov, qui récompense des défenseurs des droits de l'homme et des libertés.

Malala Yousafzai est, à seize ans, une icône internationale, le symbole du combat pour la scolarisation des filles et de la lutte contre l'obscurantisme. On sait ce qu'ont coûté ses prises de position à la jeune Pakistanaise : une balle dans la tête et un exil en Angleterre, où elle a été soignée.

Cette personnalité prodige, qui tenait un blog sur le site de la BBC dès l'âge de 12 ans pour raconter et dénoncer les conditions de vie dans sa région sous emprise talibane, offre un visage et une voix à ces millions de filles qui sont privées d'école, simplement parce qu'elles sont des filles.

Dans l'ouest du Pakistan, c'est l'intimidation et la violence qui prévalent pour s'opposer, au nom de la tradition, à l'éducation des filles. Ailleurs, le plus souvent, leur retrait prématuré de l'école se pratique par consensus tacite, insidieusement, comme s'il coulait de source qu'il devait en être ainsi.

Pour toutes ces filles laissées en bord de route, on peut souhaiter que le discours de Malala fasse écho et, relayé par d'autres, permette une évolution des mentalités et une élimination des pratiques discriminantes.



Malala retrace son itinéraire et ses combats dans un livre paru cet automne chez Calmann-Lévy.

Cela signifie que l'on s'adresse désormais au noyau dur, à cette population d'enfants plus difficiles à atteindre, en raison de leur pauvreté, de leur isolement, du fait qu'ils vivent dans des zones de conflit, etc. Il faudra sans doute faire preuve de beaucoup de volontarisme et d'imagination pour scolariser ces enfants marginalisés. C'est ce que font par exemple les *mobile schools* qui, notamment au Nicaragua, s'adressent aux enfants des rues, des travailleurs pour la plupart, dans leur propre environnement. Elles leur proposent des cours d'alphabétisation, de calcul, de sensibilisation à la santé. Pour sa part, l'UNICEF a conçu des malles contenant le matériel requis pour une classe. Elles sont envoyées dans des camps de réfugiés pour que les enfants puissent y poursuivre leur scolarité.

Alphabétisation > A tout petits pas

L'alphabétisation pour tous sera un objectif très difficile à atteindre, annonce l'UNESCO. Le Partenariat mondial pour l'éducation (*) s'était fixé à cet égard, en 2000, un objectif plus modeste : réduire de moitié à l'échéance 2015 l'analphabétisme chez les adultes.

Les derniers chiffres disponibles indiquent que 84 % des adultes savent lire et écrire, soit une augmentation de huit points de pourcentage depuis 1990. 774 millions d'adultes, dont deux tiers de femmes, sont encore analphabètes. Les zones les plus touchées sont l'Afrique noire, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest. Le fléau ne touche pas seulement le monde en développement. 160 millions d'adultes de l'OCDE (le « club » des pays les plus riches) sont fonctionnellement analphabètes.

Or, on sait que l'analphabétisme est pour une personne un lourd handicap susceptible de compromettre son intégration dans la société, l'accès au travail, à la citoyenneté et l'acquisition d'autres compétences.

Le « stock » de personnes analphabètes est régulièrement renouvelé par les adultes qui n'ont jamais été scolarisés ou qui ont quitté l'école sans avoir acquis des compétences de base.

(*) Le Partenariat mondial pour l'éducation est la grande initiative internationale de promotion de l'enseignement. En son sein collaborent les pays donateurs et les pays en développement, des organisations multilatérales, des ONG et des fonds privés.



QUANTITÉ CONTRE QUALITÉ ?

À côté de l'analyse des chiffres de scolarisation, il y a celle de la qualité de l'enseignement dispensé. Et là, malheureusement, les résultats laissent à désirer. Non seulement un enfant sur quatre quitte l'école primaire prématurément, avec des acquis forcément limités, mais de nombreux élèves ayant achevé tout le cycle primaire n'ont pu y acquérir des compétences minimum en lecture, écriture et calcul. Cela explique en partie le fait que l'on compte encore dans le monde 774 millions d'analphabètes (lire encadré ci-contre).

Au Mali, huit enfants sur dix sont incapables de lire un seul mot à l'issue de la deuxième année du cycle primaire.

Manque d'écoles, de matériel pédagogique, d'enseignants, bien sûr, mais aussi enseignants insuffisamment formés, parfois à la va-vite pour faire face à l'urgence, méthodes d'apprentissage dépassées, corpus de connaissances ne correspondant pas aux besoins et capacités des enfants. Tous ces éléments entrent en ligne de compte et souvent se cumulent.

Il serait sans doute injuste de prétendre que l'on a fait du chiffre (augmentation de la quantité d'enfants scolarisés) au détriment de la qualité de l'enseignement prodigué. Peut-être ne pouvait-on se battre sur tous les fronts. Toujours est-il que l'amélioration de la qualité de l'enseignement s'érige en nouvelle priorité.

LE SECONDAIRE COMME PROCHAINE ÉTAPE

Non visé par les Objectifs du millénaire pour le développement, l'enseignement secondaire est à la peine. Le taux de scolarisation dans le premier cycle du secondaire stagne à 52 % dans les pays à faibles revenus, 40 % seulement en Afrique noire. C'est bien sûr très insuffisant.

Ce niveau de formation est de plus en plus indispensable dans des sociétés qui se complexifient, où l'accès au travail requiert davantage de compétences que par le passé.

En Afrique, le taux de scolarisation dans le premier cycle du secondaire ne dépasse pas 40 %.

Le secondaire joue en outre un rôle charnière dans tout le système éducatif.

C'est lui qui doit fournir des professeurs, de préférence bien formés à leur tâche, pour un enseignement primaire en

pleine explosion. *La pénurie d'enseignants est un problème alarmant*, dit Mohamed Fall, responsable de l'éducation pour l'UNICEF en Haïti, *mais aussi le faible niveau de qualité de ceux qui professent. En 2015, il y aura un déficit de 1,8 million d'enseignants pour garantir l'éducation primaire pour tous. En outre, je constate qu'en Haïti, si nous disposons d'un nombre d'enseignants suffisant, ceux-ci sont sous-qualifiés et rencontrent d'énormes difficultés à exercer leur métier correctement.*

L'enseignement secondaire doit aussi donner aux enfants la possibilité d'aller plus loin dans leur formation. Il faut proposer aux élèves du primaire de vraies perspectives, ne pas boucher leur horizon.

C'est encore à l'enseignement secondaire qu'il revient d'amener des jeunes vers l'enseignement supérieur, afin de fournir des cadres bien formés en nombre suffisant.

A l'école, au Burkina



Pascaline Duquesne a créé à Fada N'Gourma, dans l'est du Burkina Faso, l'école maternelle Simandari. Elle pointe ici les difficultés, mais aussi les progrès de l'école dans ce pays.

DES CHIFFRES À MARÉE BASSE

Au Burkina, seuls 60 % des enfants sont scolarisés dans le primaire et à peine 2 % dans le maternel. Ces chiffres indiquent bien sûr un manque d'infrastructures, mais il y a bien d'autres difficultés.

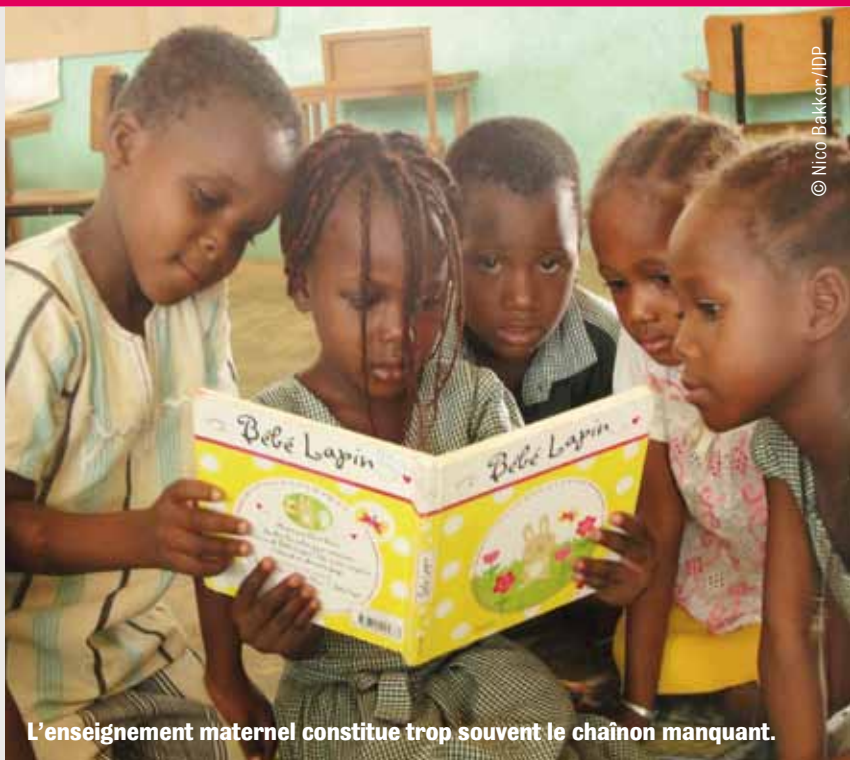
LA MATERNELLE, LE CHAÎNON MANQUANT

L'école maternelle serait d'autant plus nécessaire que beaucoup d'élèves ne parlent pas le français quand ils entrent à l'école primaire et que, parfois, les professeurs ne pratiquent pas les langues locales. En plus, le programme de l'école primaire est extrêmement lourd et l'année scolaire parmi les plus courtes du monde : 8 mois à 9 mois selon le niveau en théorie, mais beaucoup d'enfants s'absentent pendant la période des travaux dans les champs.

DES CLASSES SURPEUPLÉES

Les ratios d'élèves par enseignant sont de 30 dans le maternel et de 60 dans le primaire, mais le manque d'écoles amène à des effectifs bien plus élevés. Il n'est pas rare, surtout en zones urbaines, de trouver des classes de 90 enfants en maternelle, 120 en primaire et même au-delà dans le secondaire.

Dès lors, les enseignants doivent souvent se limiter à une approche très théorique faisant appel à la mémorisation plutôt qu'à l'expérimentation. Malgré les efforts fournis, les taux de réussite restent bas. Dans la région, l'école qui a le mieux réussi au Certificat d'études primaires a atteint 55 % d'admis.



L'enseignement maternel constitue trop souvent le chaînon manquant.

MOTIVÉS, LES PROFS ?

Le manque de vocation de certains professeurs pourrait expliquer en partie ces mauvais résultats, mais leurs conditions de vie qui, dans les villages, sont parfois très dures n'y sont pas étrangères non plus. Les six premières années de sa carrière, un professeur est affecté « en brousse », la plupart du temps à des centaines de kilomètres de sa famille. Une habitation n'est pas toujours prévue et il faut alors recourir à la débrouille. En plus, les salaires sont bas et souvent versés avec retard. Dès lors, on déplore des cas d'absentéisme.

DES RAISONS D'ESPÉRER

Des écoles de formation des maîtres se développent. Il existe des groupes d'animation pédagogique assurant la formation continue. Le niveau d'enseignement s'élève peu à peu et on est plus exigeant sur la qualité. Par ailleurs, les taux de scolarisation sont en augmentation. Tout cela est donc très positif, mais il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire.

Lire l'intégralité de cette interview dans les prolongements Internet de ce Transitions.

DU FINANCEMENT, MAIS PAS SEULEMENT

Le chantier de l'éducation est vaste et diversifié. Les besoins sont énormes et exigent des financements importants. Pour répondre aux engagements internationaux en la matière, les dépenses publiques en faveur de l'enseignement ont constamment progressé depuis le début du siècle. Soixante-trois pays à revenus faibles ou moyens ont accru depuis lors la part du revenu national consacrée à l'éducation. Et, bien sûr, les progrès les plus importants ont été enregistrés par ceux qui ont substantiellement augmenté leurs dépenses d'éducation.

En Tanzanie, par exemple, la part du revenu national consacrée à l'éducation a plus que triplé et le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a doublé. A contrario, le Pakistan, qui compte pourtant plus de cinq millions d'enfants non scolarisés dans le primaire, a réduit ses dépenses d'éducation au cours de la dernière décennie. Il est ici question de volonté politique : un pays considère-t-il vraiment l'éducation comme une priorité et est-il prêt à lui affecter les financements nécessaires ?

La Tanzanie a triplé la part de son budget consacrée à l'éducation. Le Pakistan l'a diminuée, alors qu'il compte 5 millions d'enfants non scolarisés dans le primaire. Une question de volonté politique.

L'aide internationale aux pays les plus démunis est indispensable, mais elle doit pouvoir compter, dans le chef des États bénéficiaires, sur des interlocuteurs concernés et volontaristes.

On comprend mieux l'importance de l'aide internationale et sa nécessité lorsque l'on sait qu'elle assure dans neuf pays d'Afrique noire plus du quart des dépenses publiques d'éducation. Plus de 40 % pour le Mozambique.

Problème : en ces temps de crise, on peut craindre que l'aide publique au développement, y compris dans le domaine de l'éducation (13,5 milliards de dollars en 2010), soit dans une phase de stagnation, voire de régression. Plus que jamais, donc, il est nécessaire de veiller à ce que les financements accordés soient dépensés de la manière la plus efficace possible, grâce à une meilleure collaboration entre pays donateurs et pays bénéficiaires.

Au-delà, les grandes fondations privées et les pays émergents du Sud, de plus en plus actifs dans l'aide au développement, devront se mobiliser sur le front de l'éducation pour pallier les éventuelles défections des pays riches. L'éducation ne figure pas actuellement dans leurs priorités. Il est urgent de les convaincre que c'est un domaine essentiel et qu'ils doivent le prendre en compte. Les défenseurs de l'éducation pour tous ont du pain sur la planche. ●

Les bonnes recettes d'Esther Duflo

L'aide au développement se doit d'être efficace. D'autant plus quand ses financements sont comptés.

Economiste, spécialiste du développement et de la lutte contre la pauvreté, Esther Duflo évalue l'efficacité d'actions de développement comme on le fait de celle d'un médicament, en comparant des échantillons de population ayant bénéficié ou pas de différents types d'action.

Si elle reconnaît que l'instruction primaire a beaucoup progressé ces dernières années, elle s'interroge sur l'efficacité des initiatives qui ont impulsé ces progrès.

L'approche traditionnelle consiste à subsidier l'école auprès des parents : école gratuite, offre d'un uniforme, bourse au mérite, etc. Tout cela réduit certes l'absentéisme (de moins 15 à 30 %), mais n'y aurait-il pas des actions plus profitables en coût/efficacité ? Esther Duflo en cite deux menées en Inde, peu coûteuses, mais à très bon rendement : l'information des parents sur les bienfaits réels découlant de chaque année supplémentaire d'études en termes d'emploi et de salaire et le traitement des enfants contre l'anémie. Elle a calculé que ces deux actions coûtent 3 \$ par année supplémentaire d'instruction contre 100 \$ pour l'offre d'un uniforme ou 200 \$ pour celle d'une bourse. Les « recettes » économiques sont particulièrement judicieuses pour des gouvernements qui ne disposent que d'un budget limité.

Souvent, on essaie d'améliorer l'efficacité de l'école en lui accordant plus de professeurs et plus de manuels, mais sans en changer le fonctionnement. Les résultats sont généralement décevants. Esther Duflo démontre, en revanche, l'efficacité de l'apport d'auxiliaires motivés dont la mission est « simplement » de réduire l'illettrisme en assurant un soutien scolaire régulier.

Tout cela montre que d'énormes progrès peuvent être faits grâce à de bonnes idées de terrain, de la rigueur dans leur application et leur évaluation. Tout n'est pas affaire de moyens supplémentaires.



Esther Duflo est professeur au prestigieux Massachusetts Institute of Technology.

Son ouvrage phare : Le développement humain. Lutter contre la pauvreté (I et II), Le Seuil, 2009.

Quand Iles de Paix fait école



Séance de pose devant une nouvelle école « Iles de Paix » au Burkina Faso.

Des réalisations « en dur », écoles ou logements pour enseignants, mais aussi toute une démarche de promotion de l'école auprès des parents. Iles de Paix prend à cœur le dossier de l'éducation.

Améliorer l'accès à l'éducation est un des chantiers dans lesquels Iles de Paix s'investit. Cela ressort d'un objectif général d'amélioration des services de base, qui intègre également des volets eau potable, santé, voies de communication, etc.

TERRAINS À BÂTIR

Le gros œuvre de ce chantier, c'est évidemment la construction d'écoles. Au Burkina Faso et au Bénin, 24 écoles primaires ont été construites, ainsi que trois collèges (secondaire inférieur) et un lycée (secondaire supérieur). Ce programme est un succès et le fait qu'il a fallu s'occuper aussi du secondaire est l'indice que l'enseignement fondamental s'est bien développé.

Iles de Paix a également construit une soixantaine de logements pour enseignants. C'est important car ils se sentent souvent en exil quand ils sont affectés en zone rurale. Un logement décent joue sur leur motivation et leur assiduité.

Tous ces bâtiments sont érigés en collaboration et avec la participation des municipalités, auxquelles la décentralisation a conféré d'importantes responsabilités dans le domaine de l'éducation.

L'ÉCOLE EN CAMPAGNE

A côté des constructions, Iles de Paix réalise des activités plus « immatérielles », mais tout aussi importantes. C'est l'aspect sensibilisation des parents à l'importance de la scolarisation de leurs enfants, y compris des filles. Cette scolarisation représente pour les parents des frais directs et indirects. S'il fréquente l'école, l'enfant n'est plus disponible pour certaines tâches au service de la famille. Il faut convaincre les parents que l'instruction, cela vaut le coup !

Des journées d'excellence ou portes ouvertes sont organisées dans les écoles et l'on touche les familles, dans chaque village, par des pièces de théâtre participatif (y compris en version filmée) qui ouvrent le débat et les esprits sur les

vertus de l'école. Iles de Paix forme aussi des associations de parents. L'école doit être l'affaire de toutes et tous.

QUESTION DE QUALITÉ

Il est plus difficile pour une ONG, qui n'est que de passage dans une commune, de travailler à une amélioration de la qualité de l'éducation scolaire. Cela relève davantage de la responsabilité des instances de l'État. En Équateur, cependant, où Iles de Paix a clôturé ses interventions fin 2012, des actions ont abordé cet aspect qualitatif : formations à la psychomotricité, réalisation d'outils pédagogiques adaptés au milieu de vie des enfants, éducation aux droits de l'enfant, etc. Jusqu'ici, ces aspects ont peu été abordés en Afrique, où la construction de nouvelles écoles et la sensibilisation à l'importance de la scolarisation constituaient clairement une priorité. Gageons cependant que des écoles plus nombreuses (dès lors moins bondées) et des professeurs mieux accueillis ont un impact positif sur la qualité de l'enseignement délivré aux enfants.

En Belgique aussi

L'éducation permet à l'enfant de mieux comprendre le monde dans lequel il vit. Or, de plus en plus, compte tenu des nombreuses interdépendances entre tous les peuples et territoires de la Terre, connaître son environnement doit aussi inclure une dimension planétaire. Être solidaire et agir de manière autonome, cela implique la connaissance du fonctionnement du monde.

Il ne s'agit pas seulement de pouvoir se débrouiller, de s'en sortir personnellement. Il s'agit encore de s'engager pour changer ce monde, pour qu'il soit davantage un lieu où tous les êtres humains bénéficient de leurs droits fondamentaux et, ainsi, s'épanouissent au mieux.

Il faut donc investir dans la citoyenneté mondiale et solidaire. Iles de Paix le fait, notamment dans de nombreuses écoles de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. Des animations, la création d'outils pédagogiques et le soutien de différents événements sont rendus possibles par une subvention octroyée pour cela par la Coopération belge au développement.



L'interview en version intégrale de Pascale Duquesne, directrice d'une école maternelle au Burkina Faso - Reportage > Aller à l'école au Burkina Faso - Le Rapport 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (ONU).

BURKINA FASO > Pour que les femmes comptent

Une formation « genre et développement » a été proposée aux membres du conseil municipal de Diapangou, à des représentants de l'administration et à des femmes engagées au niveau local. En tout, une cinquantaine de personnes. Bien plus que chez nous, il subsiste en Afrique de l'Ouest un fort déséquilibre entre hommes et femmes, au détriment de ces dernières. Elles demeurent socialement et économiquement très vulnérables. Elles sont peu associées aux décisions et leurs intérêts propres ne sont dès lors pas toujours pris en compte.

La formation avait pour objet de faire prendre conscience de cette situation à des décideurs et acteurs locaux influents, afin que les projets de développement de la commune promeuvent un développement équitable, servant les intérêts de tous, y compris des femmes.

Ramata Traoré (IDP Burkina), responsable du développement local, chargée notamment du dossier genre : *Nous avons la conviction qu'il faut changer la situation de femmes. Les statistiques révèlent qu'elles ont moins que les hommes accès à l'éducation, à la santé, aux ressources. La formation au genre du conseil municipal contribue à ce changement. Elle a aussi donné aux responsables du conseil des rudiments sur la manière d'élaborer un plan de développement communal qui se préoccupe des femmes. Chacun a à y gagner car du bien-être de la femme dépend aussi celui de sa famille et de toute sa communauté.*



Les ONG défendent le budget du développement

Les ONG belges se sont mobilisées le jeudi 10 octobre pour défendre le budget de la coopération au développement, victime en ces temps de crise de coupes drastiques. Entre 2012 et 2014, en effet, 762 millions d'euros ont été retranchés du budget de la coopération et de nouvelles coupes sont annoncées.

Les ONG demandent au gouvernement fédéral de cesser de considérer l'aide au développement comme une variable d'ajustement budgétaire et de réaffirmer l'objectif, auquel il s'est engagé, de lui allouer 0,7 % du revenu national.

Il faut savoir que les coupes budgétaires successives ont entraîné une baisse de 22 % de l'aide belge entre 2011 et 2013, ce qui place la Belgique parmi les pays qui ont le plus fortement réduit les montants destinés à l'aide au développement. Seuls l'Espagne et le Portugal ont fait pire, tandis que d'autres pays, la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni, ont, contre vents et marées, tenu à maintenir le niveau de leur aide.

La crise que notre pays traverse exige, d'après le gouvernement, une certaine rigueur, mais les ONG estiment que celle-ci ne peut s'appliquer d'une manière aussi radicale à un secteur qui vient en aide aux pays et aux individus les plus démunis de la planète. L'aide au développement est vitale, on ne peut considérer ses financements comme des dépenses superflues et dès lors amputables au gré des circonstances.



Des marionnettes contre le fatalisme

Trois ans après le succès de *Zazie et Max*, pièce primée au Festival du jeune théâtre de Huy en 2010, la compagnie 3637 propose un nouveau spectacle de marionnettes, *Les désobéisseurs*, sur le thème de la lutte contre le fatalisme. Iles de Paix a participé à sa conception et des enfants d'Anderlecht, pour la plupart issus de l'immigration, ont participé à la gestation de ce spectacle.

L'histoire raconte le combat mené par quatre enfants pour sauver leur école, vouée à la démolition.

Entre histoires de cœur, histoires de chefs, histoires à dormir debout, les quatre « résistants » luttent pour que leur cause devienne publique. Suspense : réussiront-ils en 24 heures à persuader les autorités à changer d'avis ?

Découvrez les dates de ce spectacle destiné aux enfants à partir de 9 ans sur le site de la compagnie (www.compagnie3637.be).



Jos Nihoul est, avec Chris Cauwe, pionnier d'Iles de Paix en Flandre

Jos Nihoul était responsable du département physique du centre nucléaire de Mol quand il a inauguré, en Flandre, les premières mobilisations en faveur d'Iles de Paix. Le déclic : la conférence donnée en 1968 par Dominique Pire au Club international dont il était l'animateur. Jos et quelques-uns de ses amis étaient à la recherche d'un projet humanitaire pluraliste. Ils adoptèrent celui animé par le Prix Nobel de la Paix, qui allait décéder quelques mois plus tard.

Dans les années 1970, les actions en faveur d'Iles de Paix se sont progressivement développées dans toute la Flandre et Jos Nihoul siégeait avec son ami Chris Cauwe à l'assemblée générale et au conseil d'administration de l'association.

Au début des années 1980, il apparut cependant qu'il fallait ancrer davantage la branche flamande d'Iles de Paix dans son terroir sociologique et linguistique. C'est ainsi que l'on se dirigea bientôt vers une autonomisation de l'association en Flandre, qui prit le nom de Vredeseilanden. Cela ne se fit pas sans quelques heurts et turbulences, mais les deux ONG cheminent aujourd'hui, chacune de leur côté, en bonne intelligence. En témoigne l'aquarelle de Dominique Pire, œuvre de Jos Nihoul, qui trône désormais dans la salle de réunion d'Iles de Paix à Huy.

Sept projets citoyens pour l'école primaire

Apprendre à voir et comprendre le monde, aiguïser son esprit critique et son jugement, prendre conscience que l'on peut agir en citoyen et savoir comment le faire. La brochure *Éduquer à la citoyenneté mondiale et solidaire à l'école primaire* propose aux instituteurs et à leurs élèves sept idées en forme de projets à réaliser en classe pour accomplir ces trois missions.

Les êtres humains vivent sur la terre des situations très diverses. Si le monde est un village, les enfants s'enrichiront à en découvrir les différents « quartiers ». Par des jeux de rôles, le témoignage sur une vie ailleurs, en comparant des photos de leur environnement immédiat et d'autres mondes, ou encore en s'informant sur la scolarisation, ici et là-bas.

Ils chanteront la solidarité, créeront une affiche pour sensibiliser d'autres élèves à une grande thématique ou illustreront les articles de la Convention internationale des droits de l'enfant. Ces propositions ne sont que des pistes parmi d'autres. Aux enseignants de les saisir au vol ou d'en inventer d'autres.



Cette brochure peut être commandée à Iles de Paix ou téléchargée sur son site.

La campagne 2014 est lancée



Plus de cent responsables bénévoles de la campagne d'Iles de Paix ont assisté le 9 novembre, à Jambes, à la réunion de lancement de l'édition 2014 de cette grande opération de solidarité. Les coordinateurs des projets de l'association dans le Sud étaient présents et ont répondu à leurs nombreuses questions, fait état de ce qui a été réalisé en 2013 et des projets qui seront mis en œuvre à partir de 2014. Des bénévoles et des élèves, qui ont découvert cette année les actions d'Iles de Paix au Pérou et au Bénin, ont aussi rendu compte de ce qu'ils ont vu. Tout comme les deux bikepackers, qui ont remonté toute l'Amérique du Sud à vélo et vécu quelque temps avec nos partenaires péruviens. Leur témoignage nous invite à réussir la campagne 2014 : *Nous avons pu voir que votre travail ici porte ses fruits là-bas. Vous ne travaillez pas pour rien !*



L'évolution du budget belge de l'aide au développement -
Le site de la Compagnie 3637 - La brochure *Éduquer à la citoyenneté mondiale et solidaire*



AVEC 5€, VOUS POUVEZ ACHETER DES ~~BIDULES~~ Modules

ET AMÉLIORER LA VIE DE MILLIONS DE PERSONNES

10-11-12 JANVIER
SOUTENEZ LA CAMPAGNE D'ILES DE PAIX !

www.ilesdepaix.org

BE97 0000 0000 4949

